

Moyen-Orient

En Syrie, les Kurdes font les frais de l'après-«califat»

Pris en étau dans le conflit qui oppose les États-Unis et la Russie sur sol syrien, les Kurdes, fer de lance de la lutte contre l'EI, trinquent

Yannick Van der Schueren

Résistance. Tel est le mot d'ordre du peuple kurde face à l'offensive menée par l'armée turque et leurs alliés arabes dans la région d'Afrin, en Syrie, bastion des Unités de protection du peuple (YPG). Cette milice kurde, considérée comme terroriste par Ankara mais précieuse alliée de Washington, est le fer de lance de la lutte contre le groupe État islamique en Syrie.

Officiellement, l'incursion des forces d'Erdogan, très cyniquement baptisée «Rameau d'olivier», vise à établir une zone tampon de 30 kilomètres dans cette



Jordi Tejel
Professeur à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel

région frontalière de la Turquie. Mais cette opération, lancée il y a une semaine, relance avant tout le grand jeu des alliances dans le borbier syrien. Éclairage avec Jordi Tejel, professeur à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel et spécialiste de la question kurde.

Les Kurdes sont-ils victimes de l'après-«califat»?

Il semble que les Kurdes fassent les frais d'une sorte de guerre par procuration entre la Russie et les États-Unis, dans laquelle la Turquie et le régime syrien ont aussi des intérêts. Cette opération turque n'aurait pas été possible sans le feu vert de Moscou. La question du groupe État islamique étant passée au second plan, l'heure est à la redistribution des cartes. Les Kurdes, eux, se retrouvent au milieu de l'échiquier.

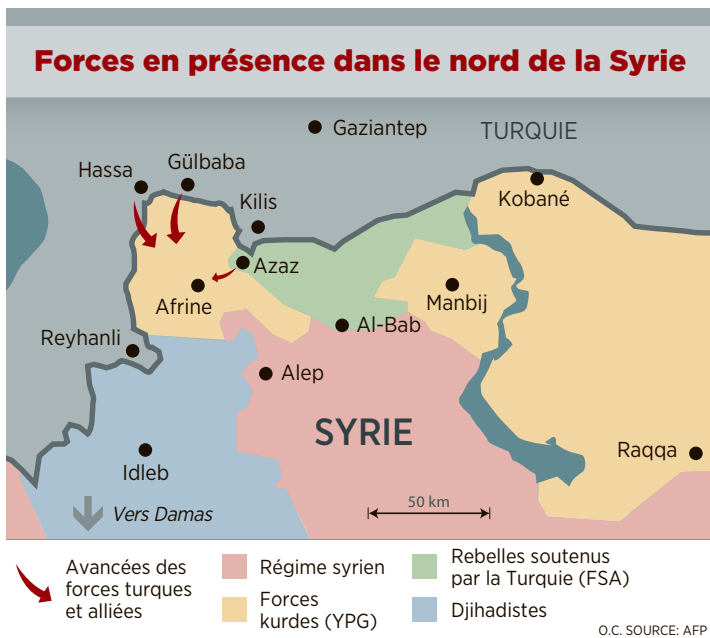
Ont-ils été vendus aux Turcs par les Russes?

Oui, c'est clair. Avant l'opération, la Russie avait - par l'intermédiaire de Damas - demandé aux Kurdes du canton d'Afrin de permettre au régime syrien de reprendre le pouvoir dans la région. Moscou avait averti qu'en cas de réponse négative elle n'empêcherait pas l'intervention turque. Les Kurdes ont refusé. La Russie s'est donc retirée de ses positions dans la zone pour laisser le champ libre à Ankara. L'opération était très bien préparée.

La Turquie a-t-elle les capacités de s'emparer de la région d'Afrin?

L'armée turque et ses alliés peuvent détruire des bases et créer un corridor. Reste à voir si la Turquie a l'envie et les forces pour s'imposer dans tout le canton. Les avancées de l'armée turque sont très relatives pour l'instant et la résistance kurde est forte.

Les Américains sont-ils en train de lâcher les Kurdes?



Les États-Unis ont perdu une bataille, la confrontation avec la Turquie pour défendre les Kurdes, qu'ils soutiennent militairement, était impensable. Washington et Ankara ont trop d'intérêts en commun, même si leurs relations sont compliquées en ce moment. Ce sont aussi des alliés stratégiques, tous deux membres de l'OTAN, ce qui leur interdit de s'attaquer mutuellement. Il est évident que la Turquie a joué cette carte-là. Les États-Unis se retrouvent de facto marginalisés, ce qui renforce l'emprise de Moscou dans la région et la ligne de partage marquée par l'Euphrate: avec, à l'ouest, la Turquie, la Russie et le régime sy-

rien; et à l'est, les États-Unis et les forces kurdes.

Quel est l'objectif d'Erdogan?

Ce n'est pas de contrôler d'immenses zones en territoire syrien mais plutôt de s'assurer un corridor qui l'intéresse. Il ne faut pas oublier que cette offensive fait suite aux déclarations maladroites de Washington qui a annoncé l'envoi de plus d'armes aux Kurdes et la formation d'une armée de 30 000 hommes à la frontière, alors qu'il ne s'agissait que d'une réorganisation des forces existantes. Les États-Unis vont essayer de calmer le jeu et de rassurer la Turquie, qui n'aura pas forcément besoin d'aller jusqu'à Minbej, où sont basés les Américains.

Erdogan menace d'élargir l'offensive



Des forces turques près du massif stratégique de Barsaya, au nord-est d'Afrin, mardi. REUTERS

● Recep Tayyip Erdogan reste sourd aux appels à la retenue de la communauté internationale. Ce vendredi, au septième jour de l'opération «Rameau d'olivier», le chef de l'État turc a menacé d'élargir l'offensive menée contre la région d'Afrin à d'autres villes du nord du pays. Il a promis de lancer ses forces contre la ville de Minbej - citée tenue par les milices kurdes, située à une centaine de kilomètres à l'est d'Afrin -, où Washington a déployé plusieurs centaines de soldats américains. «Nous nettoierons Minbej des terroristes (...). Puis nous poursuivrons notre lutte jusqu'à ne plus laisser aucun terroriste jusqu'à la frontière irakienne», a précisé Erdogan.

Lors d'un entretien mercredi avec le président turc, Donald Trump a «exhorté la Turquie à réduire et limiter ses actions militaires» et demandé d'éviter «toute action qui risquerait de provoquer un affrontement entre les forces turques et américaines», selon la Maison-Blanche. Côté turc, le message n'a visiblement pas été entendu. Dans ce contexte de tensions croissantes entre les deux pays, les déclarations belliqueuses de Recep Erdogan ne font que jeter de l'huile sur le feu.

Sur le terrain, alors que des rebelles syriens soutenus par Ankara tentent depuis samedi d'enfoncer les lignes kurdes avec le soutien de l'aviation et de l'artillerie turques,

Le timing de cette offensive peut aussi s'expliquer par le calendrier électoral de Recep Erdogan. Il pourrait être tenté d'avancer l'échéance de la présidentielle prévue en 2019. Une victoire sur ce front lui permettrait d'apparaître en sauveur de la nation.

Mais cette offensive pourrait aussi se révéler être un piège pour la Turquie. Ankara voulait intervenir depuis longtemps dans la région, et la Russie, qui voulait affaiblir les États-Unis, l'a en quelque sorte invitée à le faire. Si, sur le court terme, la Turquie peut apparaître victorieuse, ça risque d'être plus difficile sur le long terme, surtout si elle n'obtient pas rapidement des résultats militaires. Une guerre coûte cher, les tensions internes avec les Kurdes en Turquie vont se renforcer et les relations avec Washington vont se dégrader. Le piège pourrait donc se refermer sur Ankara, ce qui ne déplairait pas aux Russes.

Cette offensive va-t-elle nuire à la lutte contre Daech?

Oui, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les Unités de protection du peuple kurde (YPG) constituent l'épine dorsale, ont déjà annoncé qu'une partie des hommes qui ont combattu le groupe État islamique dans la région de Raqqa allaient se redéployer dans le Nord. Des zones reprises aux djihadistes vont de ce fait être moins bien sécurisées et risquent d'être regagnées par Daech.

Demande d'entraide liée à l'ex-partenaire de Glencore

La justice américaine enquête sur Dan Gertler pour corruption - l'argent serait passé par la Suisse



L'ex-partenaire de Glencore Dan Gertler. GETTY IMAGES

Les Paradise Papers ont démontré que Glencore, le géant zougais des matières premières, avait laissé Dan Gertler négocier des concessions minières en République démocratique du Congo (RDC). L'homme d'affaires israélien est un ami du président congolais. Après son intervention, le prix des concessions avait soudainement baissé de plusieurs centaines de millions.

Publié hier, un arrêt du Tribunal pénal fédéral montre que les États-Unis enquêtent depuis des années contre Dan Gertler pour corruption. En 2016 déjà, les Américains ont demandé à l'Office fédéral de la justice l'accès aux comptes bancaires de sociétés ayant des liens avec Dan Gertler. L'Office fédéral de la justice confirme avoir reçu une demande d'entraide judiciaire des États-Unis en 2016. Cela concerne «Dan Gertler et d'autres personnes». L'Office fédéral a ensuite ordonné la «collecte de dossiers bancaires de diverses entreprises».

Les deux sociétés de Dan Gertler, défendues par Me Marc Bonnant, se sont opposées à la transmission des comptes bancaires, mais le Tribunal vient de leur donner tort. Il s'agit de crimes graves, écrivent les juges. Les juges ont aussi estimé qu'il existe un lien suffisamment clair entre les enquêtes aux États-Unis et les données des comptes demandées.

«Il est exact que nous avons déjà reçu trois demandes d'entraide judiciaire des États-Unis, en lien avec des sociétés de M. Gertler», explique Me Bonnant, avocat des sociétés de Dan Gertler à Genève. «Dans un autre cas, nous avons également reçu une demande des autorités britanniques». Selon l'agence de presse Bloomberg, le Service de répression des fraudes de Londres enquête également sur Dan Gert-

ler. Me Bonnant attend avec impatience la confrontation avec le procureur américain. Il est sûr de lui: «Les Américains ne trouveront aucune activité illégale commise par M. Gertler.» Quant à Dan Gertler, il a toujours nié toute corruption.

Dans sa demande d'entraide à la Suisse, le procureur des États-Unis écrit qu'il a obtenu des preuves au cours de son enquête pour montrer que les transactions de Dan Gertler en République démocratique du Congo «impliquaient des paiements de pots-de-vin à des hauts fonctionnaires gouvernementaux étrangers en l'échange de l'obtention et du maintien de droits miniers et de concessions gouvernementales et d'un traitement de faveur en RDC. Ces paiements étaient faits à la fois en argent liquide et en nature, y compris sous forme de produits de luxe et de voyages personnels extravagants.» Dan Gertler aurait versé ces montants à trois fonctionnaires de RDC au moins.

Selon les enquêteurs américains, plusieurs transactions sont passées par la Suisse. L'arrêt du Tribunal décrit, par exemple, un versement de 25 millions de dollars dans une banque de Zurich. Les États-Unis veulent donc accéder aux écritures de deux comptes entre 2010 et 2016 pour le premier, entre 2011 et 2016 pour le second.

Dan Gertler a été, pendant plus de dix ans, un partenaire-clé de Glencore en RDC. Il y a une année l'entreprise a encore payé des centaines de millions de dollars à l'israélien. **Oliver Zihlmann**

Parmigiani tourne la page de deux années de crise

Chahutée lors de la dernière crise horlogère, la marque neuchâteloise parle d'une nette reprise

La semaine passée, Parmigiani Fleurier célébrait sa 20e année de présence au Salon international de la haute horlogerie (SIHH). Un anniversaire particulier pour la marque horlogère neuchâteloise sortie chahutée par ces deux dernières années de crise. Sans compter la réduction graduelle de sa production - passée de 6000 à un peu moins de 4000 modèles en 2017 -, Parmigiani a dû biffer une quinzaine de postes à la fin de 2015.

Au même moment, suite à une accumulation de départs, le groupe faisait face à quelques soucis de management. Alors que son CEO, Jean-Marc Jacot, prenait sa retraite légèrement plus tôt que prévu, Marc Gaudreault (directeur opérationnel) et Marco Cito (directeur des ventes) quittaient le groupe neuchâtelois. En réaction, Parmigiani a mis en place un système de décisions collégiales, sous la forme d'un comité exécutif présidé par le fondateur: Michel Parmigiani.

Depuis la fin de l'année passée, à l'instar du reste de la branche, la tendance s'est heureusement inversée pour l'entreprise

horlogère. Flavien Gigandet, membre du comité exécutif, confirme que la marque a connu «une nette reprise» durant les derniers mois de l'année. Et les perspectives s'annoncent très bonnes pour 2018. «Les retours de nos détaillants présents au SIHH sur la nouvelle version de la Kalpa (modèle phare sorti pour la première fois en 1998) sont vraiment positifs», confirme le membre du comité exécutif.

Tout l'enjeu pour la marque horlogère indépendante est actuellement de réussir à conserver leur réseau de revendeurs. Et, face aux trois géants du secteur (LVMH, Richemont et Swatch Group), la lutte s'avère acharnée. «Il faut jouer des coudes et trouver des moyens pour convaincre nos partenaires de continuer à faire affaire avec nous», explique Flavien Gigandet.

Sur la question de la montre connectée, la position de Parmigiani s'oppose à la tendance générale. «Nous sommes attentifs à ce qui se passe, mais considérons que ce n'est pas notre métier de concevoir ce type de montres», détaille le membre du comité exécutif. Parmigiani compte donc poursuivre son chemin dans la conception et la fabrication (depuis sa manufacture de Fleurier) de modèles mécaniques de prestige. **Olivier Wurld**